

Éléments pour une réflexion interdisciplinaire sur le concept de développement durable. Un point de vue de sciences sociales

MARCEL JOLLIVET

MARCEL JOLLIVET
CNRS

Il existe à l'Unesco une action dénommée *Management on Social Transformations Programme*, en abrégé Most (voir l'encadré). Un de ses axes de recherche porte sur les interrelations entre les transformations économiques, technologiques et environnementales au niveau planétaire et au niveau local. Ce programme a mis en place un projet de recherche intitulé « Vers des paradigmes et des politiques en termes de développement durable » (*Towards Sustainable Development Paradigms and Policies*). La première phase de ce projet, confiée à l'*Institut für sozial-ökologische Forschung*, un centre de recherche allemand situé à Francfort, s'est terminée par un atelier qui s'est tenu dans cette ville du 20 au 23 novembre 1996. Le programme Most a publié en septembre 1997 un fascicule qui est une synthèse des contributions à cet atelier et des discussions auxquelles elles ont donné lieu (Egon Becker, Thomas Jahn, Immanuel Stiess, Peter Wehling, *Sustainability: A Cross-Disciplinary Concept for Social Transformations, Policy Papers*, 6, Unesco, Paris, septembre 97, 56 p.).

Ce texte présente un triple intérêt : une série de réflexions sur le « concept » de développement durable, une véritable défense et illustration de l'interdisciplinarité vue comme nécessaire pour s'en saisir et s'en servir et une tentative d'état des lieux international des savoir-faire théoriques en la matière.

Le développement durable : un nouveau modèle pour les politiques de changement social

Quatre idées majeures guident les réflexions sur la notion de développement durable. La première concerne son statut même. La difficulté à la définir est bien ressentie. « *Rather than a well defined concept, sustainable development might best be characterized as a controversial discursive field which allows for the articulation of political and economic differences between North and South and offers a possibility to link debates on social equity with ecological debates* » (p. 12). Ce n'en est pas moins comme un « concept » qu'elle est considérée dans l'ensemble du texte et en tant que concept qu'elle est utilisée et traitée. On pourrait dire que l'objectif du texte est précisément même de la conceptualiser et de tirer les conséquences de cette conceptualisation pour la recherche.

La deuxième idée à retenir est celle selon laquelle le concept de développement durable offre aux sciences sociales une entrée qui leur est propre dans

les problèmes d'environnement. Le souci est là clair de se démarquer de l'approche qui caractérise le programme *Human Dimensions of Global Change* considéré – à juste titre – comme trop dépendant de l'*International Geosphere-Biosphere Programme*, comme en témoigne la citation suivante : « *However, present environmental policies and recommendations, drawing on tools such as environmental targets, are mainly formulated in non-social terms. The main focus of analysis is on monitoring the natural environment, while the complexity of intertwined social, economic and political processes and their interaction is approached only in the questionable terms of a 'human dimension'... Studies of societal behaviour in interaction with the environment are either limited to environmental impacts, such as the anthropogenic greenhouse effect, or to social responses to environmental change, such as changes in agricultural productivity, rather than focusing on the interrelationships and links between social and environmental processes* » (pp. 13-14). Il se confirme donc bien que le « développement durable » est une sorte d'équivalent pour les sciences sociales de ce qu'est la « biodiversité » pour les sciences de la vie et le « changement global » (en fait le changement climatique planétaire) pour les sciences de l'univers et que l'on dispose avec ces trois expressions des notions organisatrices du champ de recherche interdisciplinaire sur l'environnement (cf. Marcel Jollivet, Alain Pavé, « L'environnement : un champ de recherche en formation », *Natures Sciences Sociétés*, 1993 (1), pp. 6-20).

La troisième idée – moins originale – est que le concept de développement durable exprime une rupture avec l'idéologie du « développement » et de la « modernisation » qui a prévalu au niveau international depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ceci se marque par la prise en considération de l'environnement biophysique, de critères éthiques (justice sociale, responsabilité vis-à-vis des générations futures, équité entre les sexes...) et de participation politique, dans la conception du développement. (Notons au passage que certains considèrent que ces dimensions éthiques et politiques sont mieux rendues par l'expression « développement soutenable » que par celle de « développement durable » qui apparaîtrait plus strictement « écologique »). Du fait de cet élargissement de son sens, le développement n'est plus confondu avec la croissance économique (en fait, c'est là un vieux débat...) et le modèle historique de développement des sociétés occidentales n'est plus considéré comme la voie unique – et donc obligatoire – du développement : à la diversité des situations et des cultures (notamment en ce qui concerne le tiers monde) doit correspondre une diver-

sité des formes de développement. Soulignons que, pour les auteurs, la notion de « globalisation » apparaît en revanche comme étant un avatar de celle de « modernisation » et comme « *a new key word threatening to erode the political and normative consensus fostered by sustainable development, in favour of strategies related to competitiveness between nation states and transnational geo-political alliances* » (p. 13).

La quatrième et dernière idée attachée à l'idée de développement durable que nous retiendrons de ce texte et qu'il est tout particulièrement justifié de souligner ici, est celle d'un nécessaire changement de perspective dans les recherches en sciences sociales sur l'environnement. Il s'agit de passer d'une démarche en termes de « limites absolues » qui procède uniquement de l'idée de « charges critiques » pesant sur l'environnement naturel à une prise en considération des « trajectoires sociales » en rapport avec l'environnement (p. 14) : il s'agit d'approfondir la compréhension des implications sociales d'une orientation politique vers la durabilité (ou soutenabilité). De ce nécessaire recentrage, découle tout un ensemble de propositions, qui constitue l'essentiel de la matière du texte.

La durabilité : un challenge pour les sciences sociales

L'ambition de ce texte est en effet de proposer une problématique générale et un programme de travail aux sciences sociales pour qu'elles se mettent en mesure de faire face au défi que représente pour elles la montée en puissance de l'idée de développement durable. L'objectif général qui leur est proposé est de devenir capables de rendre compte de la variété des processus sociaux, économiques et politiques qui sont en jeu dans le développement durable, ainsi que de leurs interactions et de leurs dimensions temporelles, spatiales et territoriales. Vaste programme sans doute, mais qui a le mérite de donner la vision globale indispensable.

Cela se traduit pour elles par une sextuple nécessité : 1) celle de centrer et de faire converger leurs analyses partielles habituelles autour de la question commune de la durabilité (ou soutenabilité), 2) celle de mettre en pratique une interdisciplinarité entre elles, 3) celle de s'intéresser davantage à certains thèmes de recherche (comme les rapports entre les sociétés humaines et la nature – notamment sur le plan culturel- ou les risques technologiques), 4) celle de travailler en interdisciplinarité avec les sciences de la nature, 5) pour ce faire, celle de procéder à une véritable rupture épistémologique en remettant en cause la coupure entre les sciences sociales et les sciences de la nature – et donc le postulat selon lequel la société est séparée de la nature, 6) celle enfin de travailler avec les acteurs sociaux, car si le concept de développement durable a bien une dimension analytique, il en a aussi deux autres : une normative et une stratégique et politique, ces trois dimensions étant inséparables et devant être définies les unes par rapport aux autres.

Ces différents points ne sont pas abordés et traités séparément en eux-mêmes et successivement, mais d'une façon intégrée autour de deux questions centrales (qui sont en fait les deux faces d'une même question) : comment mesurer la durabilité/soutenabilité ? et comment construire une nouvelle base de connaissance en termes de durabilité/soutenabilité ?

« Vers un cadre conceptuel pour une recherche transdisciplinaire sur la durabilité »

Cet énoncé, directement repris du texte et venant à la fin de celui-ci comme une sorte de conclusion, en traduit bien l'ambition et le ton. Et aussi tout l'intérêt. Qu'on en juge ! Chemin faisant sont abordées la question des indicateurs du développement durable, celle des processus sociaux de base et des acteurs clés à prendre en compte, celle de la façon d'articuler l'analyse des « systèmes naturels » et des « systèmes sociaux » et enfin celle des démarches novatrices susceptibles de favoriser la coopération interdisciplinaire (entre sciences sociales et entre sciences sociales et sciences de la nature) qui est nécessaire pour parvenir à cette articulation. L'ambition peut apparaître démesurée ; l'intérêt de ce texte n'en est pas moins d'offrir un cadre général à la réflexion et, ce faisant, de baliser le champ des questions que les communautés scientifiques concernées devraient adopter comme les leurs pour se constituer en un collectif partageant un même paradigme, pour orienter leurs recherches en conséquence et confronter leurs expériences.

Sur chacune des questions évoquées, on bénéficie d'une réflexion nuancée et informée (bien qu'appuyée sur des références uniquement de langue anglaise), critique, mettant en évidence les limites des tentatives faites ici ou là, dans telle ou telle discipline, pour aller dans le sens jugé souhaitable et désignant donc les objectifs à atteindre.

On pourra bien sûr ne pas être d'accord avec tel ou tel point, trouver trop superficielle ou trop réductrice telle ou telle analyse, regretter telle ou telle omission (et en particulier l'ignorance à peu près complète de ce qui se fait en France). Ce texte aborde beaucoup de vastes – et complexes – questions en fort peu de pages. Mais c'est précisément son intérêt que de vouloir fournir une sorte de canevas général sous une forme ramassée. Il ne demande qu'à être discuté et enrichi et s'offre volontiers à l'exercice que, d'une certaine manière, il appelle.

Trois limites sérieuses doivent néanmoins être relevées. La première porte sur les « sciences sociales » évoquées : en fait, seules l'économie et la sociologie (avec une toute petite pointe d'anthropologie) le sont. Rien n'est dit sur la géographie, l'histoire, le droit, la philosophie, etc. ; quant à l'anthropologie, elle mérite infiniment plus d'attention, surtout compte tenu du point de vue adopté par les auteurs. Or l'ambition théorique affichée requiert toutes ces disciplines absentes ici. Cela ne peut évidemment manquer de compliquer la tâche, mais cela fait précisément partie des questions à

soulever : comment tenir compte simultanément de tous ces points de vue (sans oublier ceux des disciplines naturalistes à associer aussi) ? Un problème qui n'est pas abordé...

La seconde concerne la modélisation qui est, curieusement, totalement ignorée. Or elle est très certainement appelée à être un des outils majeurs de l'interdisciplinarité tant entre les sciences sociales elles-mêmes qu'entre les sciences sociales et les sciences de la nature ; elle est d'ailleurs déjà largement utilisée, et selon des voies fort diverses, dans ce sens (cf. François Blasco [Coordinateur], *Tendances nouvelles en modélisation pour l'environnement*, Paris : Elsevier, 1997, 446 p.). La recherche française serait-elle plus avancée en ce domaine ?

La troisième limite importante a trait à la place faite aux « sciences de la nature ». Jugées comme des partenaires indispensables, elles n'en restent pas moins dans l'ombre. Aucun développement ne leur est consacré qui précise la place et le rôle qu'elles pourraient et devraient jouer dans ce dialogue avec les sciences sociales, ni les conditions à réaliser pour qu'il ait vraiment lieu. Il est certes bon que les sciences sociales s'affirment et affichent leurs problématiques propres, mais il faut aussi qu'elles précisent ce qu'elles attendent des sciences de la nature (comme celles-ci l'ont fait à l'égard des sciences sociales en suscitant le programme « Dimensions humaines du changement global »). Qu'un des points forts de l'argumentation développée dans ce texte, qui peut être vu comme une sorte de « manifeste » des sciences sociales sur le développement durable, soit une prise de distance critique à l'égard de ce programme et de la place qu'il donne aux sciences sociales est révélateur de la difficulté du

dialogue entre les deux « familles » de disciplines (certains diraient : entre deux « cultures » scientifiques). On retrouve là ce qui a été dit ci-dessus à propos de la modélisation. Là aussi l'expérience française peut apporter des premiers éléments de réflexion.

Comme cela a été dit, ce texte marque la fin de la première phase du programme de Most sur le développement durable. Son intérêt invite vivement à porter la plus grande attention à la façon dont va se dérouler la suite de ce programme. Et cela d'autant plus que, comme on l'aura noté, les travaux français sont pratiquement absents de la réflexion dans son état actuel, alors qu'ils existent et présentent des acquis non négligeables et qui semblent à première vue originaux. C'est aux chercheurs français d'en faire la preuve. S'associer davantage aux recherches conduites dans le programme Most n'est-il pas la meilleure façon d'être pleinement de la partie ? C'est ce que donne en tout cas à penser ce document dont on ne peut que vivement recommander la lecture.

En raison de la très grande proximité entre les questions soulevées et les angles d'analyse adoptés dans ce texte en somme fondateur, et les lignes directrices de son projet éditorial, « Natures Sciences Sociétés » apparaît comme le support tout désigné des débats qu'il devrait susciter.

Secrétariat de Most : Unesco,
1, rue Miollis, 75732 Paris cedex 15, France
Courriel : ssmost@unesco.org

Secrétaire exécutif et directeur de la Lettre de Most :
Ali Kazancigil ; rédactrice en chef : Nadia Aurat

Un double objectif a présidé à la création du programme Most de l'Unesco (Gestion des transformations sociales), en mars 1994 :

- améliorer la connaissance en vue de l'élaboration de politiques autour de trois thèmes : les sociétés multi-ethniques et multiculturelles, les villes, et les relations entre le local et le global ;
- améliorer la communication entre chercheurs en sciences sociales et décideurs.

Le programme est dirigé par un conseil intergouvernemental et un comité directeur scientifique indépendant. Un secrétariat coordonne les activités du programme et des comités de liaison nationaux de Most, présents dans 35 pays, font le lien entre le programme et les chercheurs et décideurs de chaque communauté nationale.

Vingt réseaux de recherche comparative ont été créés pour approfondir les thèmes suivants :

- suivi des conflits ethniques en Europe centrale et orientale ;
- ethnicité et conflits en Afrique ;
- citoyenneté et multiculturalisme en

Europe ;

- gouvernance démocratique dans les sociétés multiculturelles d'Asie Centrale ;
- migrations et diversité ethno-culturelle dans la région Asie-Pacifique ;
- clarification de la terminologie relative aux sociétés multiculturelles et multi-ethniques ;
- transformation sociales et environnement urbain ;
- villes socialement viables ;
- croissance industrielle urbaine et économie globale en Asie du Sud ;
- villes, environnement et relations entre les sexes ;
- grandir en ville ;
- les mots de la ville : comment parler des villes ;
- stratégies de gestion des transformations sociales en Europe centrale et orientale ;
- impact socioculturel de l'intégration de Mercosur en Amérique latine ;
- réformes institutionnelles des politiques sociales en Amérique latine ;
- les pays du cercle arctique face à la mondialisation ;
- transformations sociales et trafic des

stupéfiants ;

- mondialisation et transformation des sociétés rurales dans les pays arabes ;
- étude comparative de l'histoire des politiques nationales d'industrialisation ;
- durabilité et politiques de développement durable.

Partenaire de trois programmes de recherche en sciences naturelles (MAB, PHI et CPI), le programme Most apporte le regard des « sciences sociales » à plusieurs activités conjointes, concernant l'écologie, l'hydrologie, les zones côtières et les petites îles, la gouvernance urbaine, les ressources en eau douce et la revitalisation des quartiers historiques.

Le programme Most offre un cadre de coopération dont le but est de contribuer :

- à promouvoir une recherche en sciences sociales comparative et internationale de qualité et pertinente en vue de l'élaboration des politiques,
- à inciter les décideurs nationaux à mieux exploiter les connaissances issues des sciences sociales.